

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

AUDIENCE PUBLIQUE ORDINAIRE DU 22
FEVRIER 2019

COUR D'APPEL DE COMMERCE
D'ABIDJAN

Le Tribunal de Commerce d'Abidjan, en son audience publique ordinaire du vendredi 08 Février deux mil dix-neuf tenue au siège dudit Tribunal, à laquelle siégeaient :

TRIBUNAL DE COMMERCE D'ABIDJAN

Madame **N'DRI PAULINE**, Président du Tribunal ;

RG 4118 /2017

Messieurs **KOKOGNY SEKA VICTORIEN**, **SAKO FODE KARAMOKO**, **TANOE CYRILLE** et **AKA GNOUMON**, Assesseurs ;

JUGEMENT CONTRADICTOIRE

Avec l'assistance de Maître **BAH STEPHANIE**, Greffier ;

DU 22/ 02/ 2019

A rendu le jugement dont la teneur suit dans la cause entre :

LA NSIA BANQUE

(SCPA DOGUE ABBE YAO ET
ASSOCIES)

C/

LA NSIA BANQUE, anciennement dénommée **BIAO COTE D'IVOIRE**, société anonyme de droit ivoirien au capital de **23.170.000.000fcfa**, dont le siège social est à Abidjan plateau, 8-10, Avenue **JOSEPH ANOMA**, 01 BP 1274 Abidjan 01, RCCM N° **CI-ABJ-1981-B-52039**, représentée par monsieur **LEONCE YACE**, Directeur Général de nationalité ivoirienne ;

EGLISE METHODISTE UNIE DE COTE
D'IVOIRE DITE EMUCI

(SCPA SORO BAKO ET ASSOCIES)

Laquelle a élu domicile au cabinet **DOGUE ABBE YAO ET ASSOCIES**, Avocats près la cour d'appel d'Abidjan y demeurant **29, boulevard clozel, 01 BP 174 Abidjan 01, téléphone 20 30 21 85/86/87/88/20 21 70 55/ 20 21 47 49 ;**

DECISION

Contradictoire

Reçoit la société NSIA
BANQUE en son action ;

Demanderesse;

L'y dit partiellement fondée ;

D'une

Condamne L'EGLISE
METHODISTE UNIE DE COTE
D'IVOIRE, dite EMUCI à lui payer
la somme de **2.461.720 FCFA** au
titre du reliquat du montant
préalablement reçu ;

part ;

Et

La déboute du surplus de ses
demandes ;

L'EGLISE METHODISTE UNIE DE COTE D'IVOIRE DITE EMUCI, district d'Abidjan Nord, sis à cocody, Rue Sainte Marie, 08 BP 1550 Abidjan 08, représentée par monsieur **ADJARABE DJOMAN PATHURIN**, Président du conseil des finances du District d'Abidjan Nord ;

Condamne la défenderesse aux
entiers dépens de l'instance.



Handwritten signature and initials in blue ink.

1811
1812
1813
1814
1815
1816
1817
1818
1819
1820
1821
1822
1823
1824
1825
1826
1827
1828
1829
1830
1831
1832
1833
1834
1835
1836
1837
1838
1839
1840
1841
1842
1843
1844
1845
1846
1847
1848
1849
1850
1851
1852
1853
1854
1855
1856
1857
1858
1859
1860
1861
1862
1863
1864
1865
1866
1867
1868
1869
1870
1871
1872
1873
1874
1875
1876
1877
1878
1879
1880
1881
1882
1883
1884
1885
1886
1887
1888
1889
1890
1891
1892
1893
1894
1895
1896
1897
1898
1899
1900

Laquelle a élu domicile au cabinet SORO BAKO ET ASSOCIES, Avocats près la cour d'appel d'Abidjan y demeurant Abidjan cocody 2 plateaux, Rue des Jardins, villa N°2160, 28 BP 1319 Abidjan 28, téléphone 22 427609 ;

Défenderesse;

D'autre part ;

Enrôlée pour l'audience du 23 Novembre 2018, l'affaire a été appelée ;

Une instruction est ordonnée avec le juge KOKOGNY SEKA VICTORIEN et renvoyait l'affaire au 21/12/ 2018 ;

La mise en état a fait l'objet d'une ordonnance de clôture N° 1498/18 ;

A cette date, la cause étant en état d'être jugée, elle a été mise en délibéré pour décision être rendue le 22/02/2019 ;

Advenue cette date, le Tribunal a vidé son délibéré ainsi qu'il suit :

LE TRIBUNAL

Vu les pièces du dossier ;

Où les parties en leurs fins, demandes et conclusions ;

Et après en avoir délibéré conformément à la loi ;

FAITS, PROCEDURE, PRETENTIONS ET MOYENS DES PARTIES

Par exploits d'huissier en date des 13 novembre 2018 et 21 novembre 2018, la société NSIA BANQUE, anciennement dénommée BIAO COTE D'IVOIRE, SA, a fait servir assignation respectivement à L'EGLISE METHODISTE UNIE DE COTE D'IVOIRE, dite EMUCI et Monsieur le GREFFIER EN CHEF du Tribunal de Commerce d'Abidjan, d'avoir à comparaître le 23

novembre 2018 devant le Tribunal de ce siège aux fins de remise au rôle de la procédure N°RG 4118/2017 l'opposant à l'EMUCI ;

Elle expose que suivant exploit d'huissier en date du 07 novembre 2017, la société NSIA BANQUE a assigné l'EMUCI à lui payer les sommes de 7.517.580 FCFA au titre du remboursement du montant qu'elle lui a payé et 5.000.000 FCFA au titre des dommages et intérêts ;

Elle explique que par jugement contradictoire RG 3285/2015 du 20 novembre 2015, le tribunal de ce siège l'a condamné à payer la somme de 6.000.000 FCFA à l'EMUCI pour non-respect de ses obligations de prudence et de vigilance ;

Elle relève qu'après avoir payé la somme de 7.517.580 FCFA, elle a formé pourvoi contre cette décision rendue en premier et dernier ressort ;

Elle indique que la chambre judiciaire de la cour suprême, a par arrêt N°29/17 du 13 janvier 2017, cassé et annulé ce jugement puis statuant sur évocation, a débouté l'EMUCI ;

Elle ajoute avoir conformément audit arrêt, réclamé le remboursement de la somme d'argent qui a été préalablement payée à la défenderesse;

Mais l'EMUCI prétendant avoir formé un recours en rétractation de cet arrêt, a sollicité et obtenu un sursis à statuer par jugement N°RG 4118/2017 du 11/01/2017 ;

Toutefois, ce recours a été rejeté par arrêt N°503/18 du 13 juillet 2018 de la cour suprême ;

C'est ainsi qu'elle a sollicité et obtenu de la juridiction présidentielle du tribunal de ce siège suivant ordonnance N°4575/2018 du 02 novembre 2018, la remise au rôle de ladite procédure ;

Elle réitère pour l'essentiel ses premières demandes tout en modifiant le montant des dommages qu'elle fixe

désormais à 5.732.433 FCFA au lieu de 5.000.000 FCFA ;

L'EMUCI déclare ne pas s'opposer au remboursement de la somme de 7.517.580 FCFA pour laquelle elle a déjà effectué un paiement partiel de 5.011.720 FCFA ;

Elle estime devoir un reliquat de 2.505.860 FCFA à la demanderesse et qu'elle ne reconnaît pas le montant des dommages et intérêts qu'elle considère mal fondé ;

Dans des écritures additionnelles, la société NSIA BANQUE réclame au titre du principal la somme de 2.461.720 FCFA et 5.732.533 FCFA au titre des dommages et intérêts ;

DES MOTIFS

EN LA FORME

Sur le caractère de la décision

L'EMUCI a comparu et conclu ;

Il y a lieu de statuer par décision contradictoire ;

Sur le taux du ressort

Aux termes de l'article 10 de la loi 2016-1110 du 08 décembre 2016 portant création, organisation et fonctionnement des juridictions de commerce, « *les tribunaux de commerce statuent :*

- *En premier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige est supérieur à vingt-cinq millions de francs ou est indéterminé ;*
- *En premier et dernier ressort, sur toutes les demandes dont l'intérêt du litige n'excède pas vingt-cinq millions de francs » ;*

En l'espèce, l'intérêt du litige est de 13.250.013 FCFA ;

Ce montant n'excédant pas la somme de vingt-cinq millions de francs CFA ;

Il sied de statuer en premier et dernier ressort ;

Sur la recevabilité de l'action

L'action ayant été initiée dans le respect des prescriptions légales de forme et de délai, il y a lieu de la recevoir ;

AU FOND

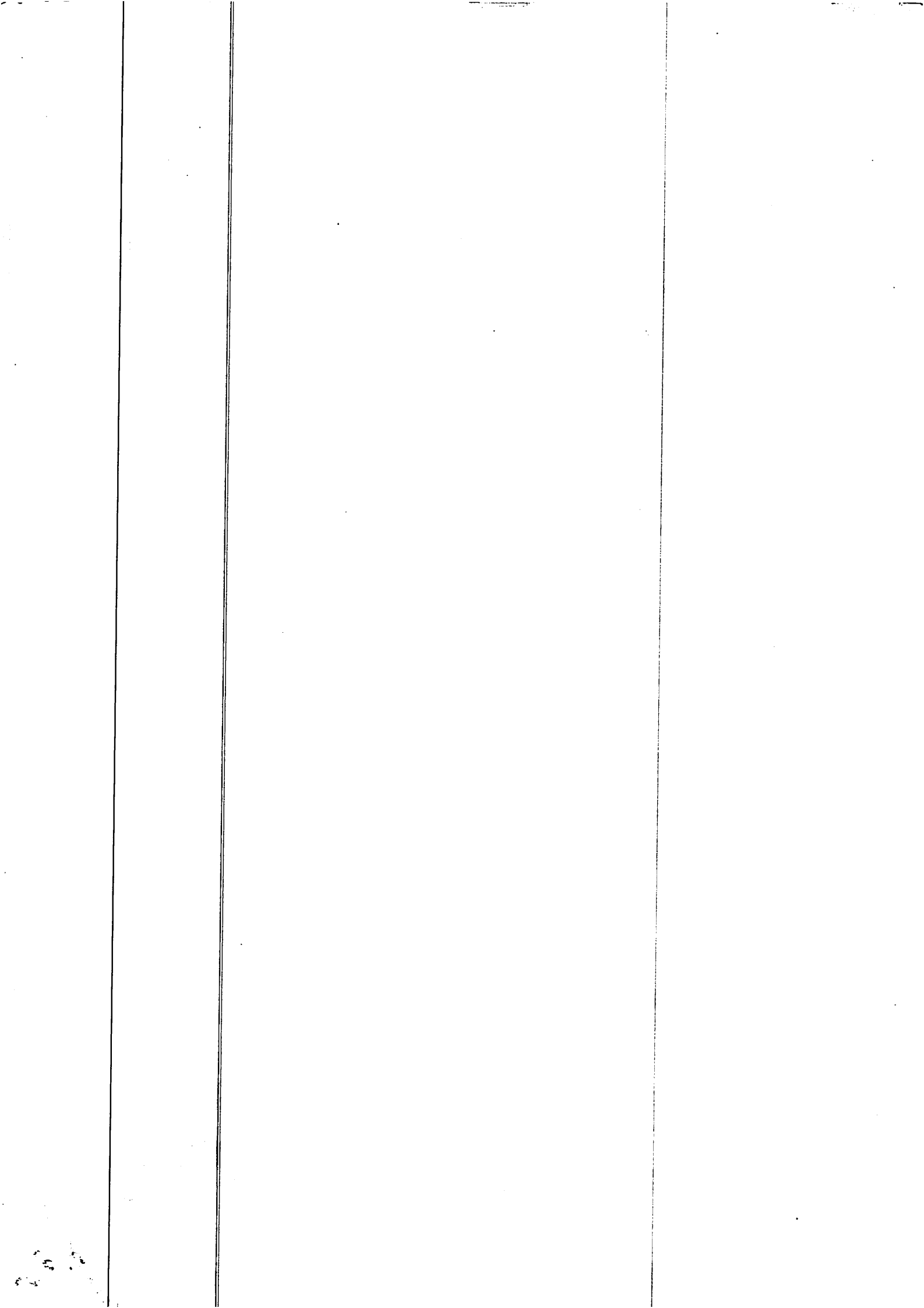
Sur la demande en paiement de la somme de 7.517.580 FCFA

La société NSIA BANQUE sollicite la condamnation de l'EMUCI à lui payer la somme de 2.461.720 FCFA au titre du reliquat du montant qu'elle lui a payé en exécution d'un jugement rendu en premier et dernier ressort par la juridiction de ce siège et cassé sur pourvoi par la cour suprême ;

Selon l'article 32 de l'acte uniforme portant organisation des procédures simplifiées de recouvrement et des voies d'exécution : « *A l'exception de l'adjudication des immeubles, l'exécution forcée peut être poursuivie jusqu'à son terme en vertu d'un titre exécutoire par provision.*

L'exécution est alors poursuivie aux risques du créancier, à charge pour celui-ci, si le titre est ultérieurement modifié, de réparer intégralement le préjudice causé par cette exécution sans qu'il y ait lieu de relever de faute de sa part. » ;

Il ressort de cette disposition que le créancier muni d'un titre exécutoire par provision peut conduire une procédure d'exécution jusqu'à son terme sauf en matière immobilière ;



Toutefois, cette exécution est faite aux risques et périls du créancier qui est tenu de réparer entièrement le préjudice causé par cette exécution en cas de modification ultérieure du titre, même s'il n'a commis aucune faute ;

En l'espèce, il n'est point contesté qu'en vertu du jugement de condamnation N°RG 3285/2015 du 20 novembre 2015, la société NSIA BANQUE a payé à l'EMUCI la somme de 7.517.580 FCFA ;

Il est constant comme résultant de l'arrêt N°29/17 du 12 janvier 2017 que cette décision a été cassée par la chambre judiciaire de la cour suprême ;

Le titre servant de fondement à cette exécution ayant été modifié, il en découle en application du texte susvisé que le créancier doit réparer le préjudice causé à la société NSIA du fait de ladite exécution par provision ;

Il résulte des pièces du dossier notamment des chèques N°1214890 du 23/08/2018 et N°1214899 du 26/09/2018 que l'EMUCI qui ne s'oppose pas à ce remboursement, a déjà effectué deux paiements partiels de montants respectifs de 2.505.860 FCFA soit un montant total de 5.011.720 FCFA;

Il sied en conséquence de dire la société NSIA BANQUE bien fondée et de condamner l'EMUCI à lui payer la somme de 2.461.720 FCFA au titre du reliquat du remboursement du montant préalablement versé;

Sur la demande en paiement de dommages et intérêts

La demanderesse sollicite la condamnation de la défenderesse au paiement de la somme de 5.732.533 FCFA à titre de dommages et intérêts sur le fondement de l'article 32 de l'acte uniforme précité;

Pour justifier sa demande, la société NSIA BANQUE explique que son préjudice réside dans les frais de procédure et des honoraires d'avocats ;

Il est toutefois acquis que les frais pour lesquels la demanderesse sollicite la condamnation aux dommages et intérêts constituent en réalité les dépens de l'instance ;

Or, la réparation fondée sur l'article 32 suscitée nécessite l'existence d'un préjudice causé par l'exécution provisoire d'un titre ultérieurement modifié même en l'absence de faute du créancier ;

En l'espèce, les préjudices invoqués, par la demanderesse, ne sont ni caractérisés ni prouvés ;

Il s'ensuit que la demande de dommages et intérêts est mal fondée et qu'il y a lieu d'en débouter la société NSIA BANQUE ;

Sur les dépens

L'EGLISE METHODISTE UNIE DE COTE D'IVOIRE DITE EMUCI succombant, il sied de lui faire supporter les dépens ;

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement en premier et dernier ressort ;

Reçoit la société NSIA BANQUE en son action ;

L'y dit partiellement fondée ;

Condamne L'EGLISE METHODISTE UNIE DE COTE D'IVOIRE, dite EMUCI à lui payer la somme de

2.461.720 FCFA au titre du reliquat du montant
préalablement reçu ;

La déboute du surplus de ses demandes ;

Condamne la défenderesse aux entiers dépens de
l'instance.

Ainsi fait, jugé et prononcé publiquement les jours,
mois et an que dessus.

ET ONT SIGNE LE PRESIDENT ET LE GREFFIER.



N7 0028 27 99

D.F: 18.000 francs
ENREGISTRE AU PLATEAU
Le..... 27 MARS 2019
REGISTRE A.J. Vol..... F°.....
N°..... Bord.....
REÇU : Dix huit mille francs
Le Chef du Domaine, de
l'Enregistrement et du Timbre
P.T. 

1. NAME
 2. ADDRESS
 3. CITY
 4. STATE
 5. ZIP
 6. PHONE
 7. TELETYPE
 8. TELEFAX
 9. TELEMAIL
 10. TELEFAX
 11. TELEMAIL
 12. TELEFAX
 13. TELEMAIL
 14. TELEFAX
 15. TELEMAIL
 16. TELEFAX
 17. TELEMAIL
 18. TELEFAX
 19. TELEMAIL
 20. TELEFAX
 21. TELEMAIL
 22. TELEFAX
 23. TELEMAIL
 24. TELEFAX
 25. TELEMAIL
 26. TELEFAX
 27. TELEMAIL
 28. TELEFAX
 29. TELEMAIL
 30. TELEFAX
 31. TELEMAIL
 32. TELEFAX
 33. TELEMAIL
 34. TELEFAX
 35. TELEMAIL
 36. TELEFAX
 37. TELEMAIL
 38. TELEFAX
 39. TELEMAIL
 40. TELEFAX
 41. TELEMAIL
 42. TELEFAX
 43. TELEMAIL
 44. TELEFAX
 45. TELEMAIL
 46. TELEFAX
 47. TELEMAIL
 48. TELEFAX
 49. TELEMAIL
 50. TELEFAX
 51. TELEMAIL
 52. TELEFAX
 53. TELEMAIL
 54. TELEFAX
 55. TELEMAIL
 56. TELEFAX
 57. TELEMAIL
 58. TELEFAX
 59. TELEMAIL
 60. TELEFAX
 61. TELEMAIL
 62. TELEFAX
 63. TELEMAIL
 64. TELEFAX
 65. TELEMAIL
 66. TELEFAX
 67. TELEMAIL
 68. TELEFAX
 69. TELEMAIL
 70. TELEFAX
 71. TELEMAIL
 72. TELEFAX
 73. TELEMAIL
 74. TELEFAX
 75. TELEMAIL
 76. TELEFAX
 77. TELEMAIL
 78. TELEFAX
 79. TELEMAIL
 80. TELEFAX
 81. TELEMAIL
 82. TELEFAX
 83. TELEMAIL
 84. TELEFAX
 85. TELEMAIL
 86. TELEFAX
 87. TELEMAIL
 88. TELEFAX
 89. TELEMAIL
 90. TELEFAX
 91. TELEMAIL
 92. TELEFAX
 93. TELEMAIL
 94. TELEFAX
 95. TELEMAIL
 96. TELEFAX
 97. TELEMAIL
 98. TELEFAX
 99. TELEMAIL
 100. TELEFAX

3